Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 4 (1986)

Artikel: Le clergé fribourgeois el les défis du liberalisme durant la premiere moitie du XIXe siècle : nouvelles approches fondées sur les activités d'une association secrète d'ecclésiastiques

Autor: Python, Francis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1077672

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE CLERGE FRIBOURGEOIS ET LES DEFIS DU LIBERALISME DURANT LA PREMIERE MOITIE DU XIXe SIECLE. NOUVELLES APPROCHES FONDEES SUR LES ACTIVITES D'UNE ASSOCIATION SECRETE D'ECCLESIASTIQUES

---

par

Francis PYTHON

La première moitié du XIXe siècle est considérée, traditionnellement, comme un temps fort pour l'Eglise à Fribourg où un clergé séculier puis régulier reconquiert rapidement ses positions grâce à l'appui d'un pouvoir qui, de joséphiste, se fait de plus en plus bienveillant. A un bref intermède, sous le régime libéral, de 1830 à 1834, où le pouvoir des prêtres paraît entravé, succède une effervescence politique du clergé qui culmine dans la mobilisation des populations en faveur du Sonderbund.

Les ressorts idéologiques (présence d'un foyer politique ultra)[1] se combinent avec les facteurs proprement religieux (présence des Jésuites[2], défense des couvents) pour expliquer, non moins traditionnellement, cette intensification de l'action politique des prêtres. Mais, pour la comprendre en profondeur, ne faut-il pas accorder plus d'attention d'une part à la situation réelle du clergé dans la société fribourgeoise et, d'autre part, aux modalités concrètes de l'intervention politique des prêtres? Pour répondre aux défis du libéralisme, qu'on dépeint très tôt sous les traits du radicalisme, le clergé ne fait pas seulement usage d'idées conservatrices teintées de populisme, il s'engage d'une manière perçue comme nouvelle dans la lutte politique. A partir d'une documentation riche et inédite, il est possible de dégager les enjeux et les modalités de cet affrontement, mais il convient d'abord de préciser sommairement l'état du clergé postrévolutionnaire.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, ce clergé si combatif et perçu comme menaçant, se sent lui-même en danger dans cette première moitié du siècle et non seulement par les mesures et les critiques libérales ou radicales.

Du point de vue des effectifs, par exemple[3], le nombre de 264 prêtres recensés dans le canton en 1790 ne se retrouve plus durant tout le XIXe siècle; il faudra attendre 1930 pour le retrouver avec évidemment un nombre de catholiques par prêtre pratiquement double. La baisse est constante de la Révolution à 1830 où l'on compte 197 prêtres soit, en une génération cléricale, une déperdition d'une septentaine de prêtres ou d'un quart de l'effectif. Ce n'est qu'en 1840 que la courbe se redresse avec 211 prêtres pour retomber à 198 en 1850, sous le régime radical. Pour faire face à cette érosion, deux stratégies sont employées qui rencontrent un certain succès mais ne vont pas sans inconvénients non plus. C'est d'abord un très gros effort de recrutement puis le recours, plus connu, au clergé régulier: admission des Liguoriens en 1811[4], puis des Jésuites en 1818.

De 1811 à 1845, période où les conditions sont homogènes, on mesure un taux de 28 ordinands pour 10'000 habitants, alors que les périodes de même durée, en amont et en aval, n'atteignent que 18/10'000. Ce taux de 28/10'000 ne sera plus jamais atteint, même dans les années 1920 - 1940 où le recrutement est très intense. Pour obtenir ce résultat, tout un dispositif a été mis en place, érection d'un véritable séminaire en 1807[5] (quelque 350 ans après le Concile de Trente), développement des écoles latines et curiales. Ce recrutement massif et ce nouveau mode de formation appellent quelques remarques. On peut observer par exemple une diminution de la part relative de la ville au profit des ordinands d'origine rurale. Ce n'est qu'un léger déplacement qui ira s'accentuant à travers le XIXe siècle, mais qui est déjà significatif d'un hiatus entre la culture urbaine où le libéralisme recrute ses adeptes et une culture rurale qui s'accommode mieux de la poussée ultramon-

taine caractérisant la théologie ainsi que les courants dévotionnels propagés par les Jésuites.

Ce recrutement massif ne paraît pas toujours de qualité. Les dirigeants du séminaire, où l'on forme pastoralement les futurs ministres, se plaignent par exemple des exigences trop élevées, intellectuellement parlant, auxquelles les Jésuites soumettent les séminaristes pour leurs études théologiques. Ce reproche est à mettre en relation avec celui qui accuse la Compagnie de capter à son profit les meilleurs éléments qui se destinent à la carrière ecclésiastique, décapitant ainsi le futur clergé séculier[6]. Cette concurrence aboutira à un conflit dont on reparlera, mais ses effets se conjuguent à ceux qu'on impute au système scolaire mis en place par les libéraux, pour expliquer une baisse alarmante du recrutement dans les années 1840. Si l'on prend en compte une périodisation quinquennale, le fléchissement est net entre 1840 et 1845. En 1846 même, aucune ordination de prêtres fribourgeois n'a lieu, ce qui ne s'était produit qu'exceptionnellement au début du XIXe siècle[7].

Trois phases se dégagent de cette approche, certes trop grossière, du rétablissement de la puissance ecclésiastique après la période révolutionnaire. La première voit la mise en place de nouvelles structures de formation, de 1807 à la rentrée des Jésuites en 1818; la deuxième est caractérisée par la menace libérale, notamment en matière scolaire, de 1830 à 1837; quant à la troisième, moins connue, elle donne lieu à un conflit interne entre séculiers et Jésuites dans les années 1840. Durant ces trois phases, plus ou moins critiques, on assiste à un redoublement de l'activité du clergé et cela se traduit à chaque fois par l'intervention d'un groupe de prêtres que ses opposants ont appelé la "Petite Eglise", intervention qui dépasse la cadre purement ecclésiastique pour faire sentir ses effets dans le champ culturel, social et politique.

La première organisation s'intitule "Correspondance ecclésiastique" et dure de 1810 à 1819/22. Elle est l'oeuvre de trois

jeunes prêtres, semble-t-il: l'abbé J.-J. Dey (1778-1863), un savant ecclésiastique, initiateur des études historiques diocésaines à Fribourg; l'abbé Joseph Aebischer (1787-1852), homme très actif et entreprenant, futur curé puis doyen de Neuchâtel et l'abbé Pierre-Joseph Clerc (1779-1858) enfin, directeur puis supérieur du séminaire, homme plus discret, mais au rayonnement sacerdotal profond. D'après H. Marmier, premier historien de la "Petite Eglise" - qui n'a pu opérer qu'une approche fragmentaire, faute de documents - le but de la Correspondance était de "susciter chez ses membres l'élaboration de travaux théologiques, historiques, culturels"[8]. On ne s'explique guère alors son organisation interne assez mystérieuse en "tribus" dont les chefs portent des noms tirés du Livre d'Esdras et dont l'activité s'entoure du secret[9]. Selon un témoignage inédit de J.-J. Dey, l'origine de cette Correspondance se trouvait dans le besoin de se prémunir d'un schisme que la politique napoléonienne à l'égard du Pape faisait redouter en 1810. Pour Dey,

> "il était important de ménager au clergé du diocèse de Lausanne un moyen de s'entendre, d'entretenir des communications secrètes, non seulement à l'insu des autorités ecclésiastiques schismatiques éventuelles, mais encore contre elles. Le plan d'une association secrète, dans ce sens, fut dressé soit pour masquer la chose, soit pour établir une occupation utile. Il était réglé dans le plan qu'on s'occuperait d'objets relatifs à la théologie, surtout à la pastorale"[10].

C'est cette dernière perspective qui devint l'activité principale faute de schisme, mais H. Wicki a montré que la Correspondance fut active pour écarter le P. Girard du trône épiscopal, en 1814/15[11], et y placer un de ses membres, le curé P.-T. Yenni dont le rôle comme correspondant a également été mis en lumière par son biographe H. Vonlanthen[12]. A défaut d'une analyse plus poussée des origines de cette Correspondance qui pourrait avoir eu comme modèle les fameuses "Aa"[13] proches des anciens Jésuites, on peut voir dans son activité une tentative de favoriser l'approfondissement théologique et pastoral d'un clergé dont la formation avait été lacunaire durant la période révolutionnaire. On peut y lire aussi le souci et la

volonté d'un affermissement de la discipline ecclésiastique que les nouvelles Constitutions synodales de 1812[14] sanctionnèrent.

On ignore encore les causes réelles de la disparition de la Correspondance en 1819/22. Selon Marmier, l'attitude de certains membres favorables à l'enseignement mutuel ou un certain dépit, manifesté en tout cas par Aebischer, à l'égard de la rentrée des Jésuites, expliquerait sa suppression exigée par l'évêque Yenni[15].

C'est à la deuxième version de la "Petite Eglise", l'"Association ecclésiastique" (AE), organisation secrète elle aussi qui dura d'octobre 1833 à fin 1839, que l'on s'attachera ici en raison de l'importance de son activité et de la richesse de sa documentation que l'étude de Marmier ne laisse pas soupçonner[16]. Son but est aussi mieux connu.

Selon le "Programme constitutif" où l'inspiration d'Aebischer est évidente, l'AE regroupe des prêtres

> "qui désirent se maintenir dans l'esprit de leur état, dans l'amour des sciences sacrées et profanes, se communiquer leur expérience dans le saint ministère, ainsi que les nouvelles du jour qui peuvent avoir rapport à la religion, à la morale publique et à l'instruction du peuple"[17].

Il s'agit bien toujours d'élever le niveau de la culture intellectuelle et pastorale du clergé, tout en favorisant un véritable esprit de corps. Toutefois, la deuxième partie des objectifs proposés doit se lire comme une défense des positions de l'Eglise et du clergé au niveau culturel, social et politique, alors que les idées libérales menaçaient de se concrétiser.

A noter la coincidence de la fondation et le parallélisme de la démarche avec la création à Fribourg d'une Association catholique. Celle-ci est une première organisation confessionnelle des forces politiques ultras, telles qu'il en existe dans d'autres cantons, sous la houlette de C.-L. de Haller. Un de ses piliers à Fribourg est le curé de ville P.-J. Aeby (1795-1868)[18] qui

sera aussi un membre très influent de l'Association ecclésiastique.

La structure de l'AE est double. Les membres fribourgeois sont répartis en douze districts selon leur lieu de résidence et non en décanat. S'y ajoutent dès l'origine , un district de Neuchâtel, d'Echallens dès 1835 et de Genève en 1838. Les associés d'un district, que préside l'ecclésiastique le plus notable, ont pour tâche de collecter toutes les informations intéressant la religion, la moralité, l'école et la politique, qui sont transmises par le président à un bureau central sous la dépendance directe du Recteur de l'AE. Ce bureau central condense ou reprend les informations de chaque district et les met en circulation quatre fois par année auprès de tous les associés sous forme de "Résumés" au moyen d'une "Gazette ecclésiastique", en fait, des pages autographiées (lithographiées). Quelque 378 pages (de format 27 x 43 cm) ont été répertoriées pour l'instant, y compris les Circulaires et Avis officiels du Recteur. A raison de 50 lignes la page de "Résumés", cela constitue une importante documentation de première main, d'autant plus que pour préserver le secret on utilisait un langage partiellement codé.

Chaque membre est aussi attribué selon ses compétences ou sa position à un bureau. On en compte huit (Dogme et liturgie; Morale et pastorale; Droit et discipline ecclésiastique; Sciences; Histoire ecclésiastique; Finances, ainsi que Rédaction et Consultation) qui doivent fournir chaque année un travail élaboré plus ou moins communautairement, mais rédigé par un seul, sur un thème fixé. Il s'agit en quelque sorte de rapports d'experts en tel ou tel domaine. Le bureau de Rédaction a une fonction plus pratique d'élaboration d'instruments de travail et celui de Consultation vise tout à la fois à renseigner les membres sur des questions délicates et à faire office d'agent de liaison auprès de l'évêque.

Le fonctionnement de ce dispositif à double niveau est régi par

un Règlement organique[19] très détaillé qui porte aussi la marque d'Aebischer, axé sur l'efficacité et le secret. Le rôle du Recteur - entouré d'un conseil - paraît primordial dans cette entreprise qui vise surtout à améliorer la qualité des communications intraecclésiastiques. Il lui revient par exemple de placer régulièrement dans la "Gazette ecclésiastique", avant les "Résumés", un rapport sur la marche de l'AE et de faire connaître l'état de l'Eglise dans les autres diocèses suisses ou à l'étranger[20].

On n'examinera pas ici la composition de l'AE ni celle de ses organes dirigeants. L'ensemble comprend 50 membres fondateurs en décembre 1833, qui sont les personnalités les plus influentes du clergé, pour atteindre le chiffre de 75 associés en 1838[21]. Les nouveaux membres sont choisis par cooptation, élus puis finalement initiés. Pour appréhender l'activité de l'AE, une première approche consiste en l'examen des travaux des huit bureaux. Trente-neuf thèmes furent énoncés qui devraient avoir donné lieu à autant de mémoires. On en a répertorié pour le moment une vingtaine [22], dont la longueur moyenne est d'environ 25 p. (voir tableau).

On peut répartir ces thèmes en deux grandes catégories inégales. La première, comprenant 24 travaux, recouvre tout ce qui concerne le clergé en tant que corps et sa mission pastorale; la seconde, avec 15 travaux, a trait à un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés les prêtres de ce temps. Le premier ensemble constitue en quelque sorte une production inspirée par un souci corporatif tourné vers l'amélioration et la promotion interne du clergé. On ne s'y attardera pas ici, tout en soulignant qu'il se subdivise en deux séries égales: l'une traitant de l'exercice de la mission pastorale proprement dite (catéchèse, prédication, liturgie) (nos 3, 7, 17, 18, 19, 25, 26, 27, 30, 31, 33, 35, 38) permet de lire en creux la problématique du rayonnement pastoral et de ses limites; l'autre concerne plutôt le statut propre du prêtre (présentation d'un plan d'étude, d'un emploi du temps, de la situation financière

des curés) (nos 6, 8, 15, 16, 22, 24, 28, 34, 36, 39)[23].

Le deuxième ensemble de thèmes vise plutôt à une défense corporative externe des intérêts des prêtres et plus globalement de l'Eglise. On y trouve d'abord sept travaux dénonçant l'hostilité du milieu environnant suisse contre l'Eglise romaine: quatre mémoires prennent pour cible les fameux Articles de la Conférence de Baden qui sont analysés et surtout réprouvés du point de vue dogmatique, canonique et historique (nos 9, 11, 13). Le bureau de Rédaction a aussi produit à ce sujet un mémoire (no 14) qui est une vulgarisation de l'argumentaire ultramontain, destiné à un large public de fidèles. Ce mémoire, ainsi que la réfutation élaborée par le bureau d'Histoire ont été publiés sous forme de brochures anodines à Neuchâtel en 1836 et répandus à respectivement à 3'000 et à 1'500 exemplaires[24].

Dans cette perspective de luttes où la Suisse catholique paraît assiégée, on peut encore ranger un mémoire dissertant du meilleur système de défense religieuse (no 23) et deux travaux traitant de l'apport des couvents pour le canton (nos 5 et 21).

Un autre pôle d'intérêt voisin est constitué par trois travaux relatifs aux problèmes que pose le protestantisme. L'histoire de l'éradication de la Réforme à Fribourg est rappelée (no 29) et l'on s'inquiète de l'établissement des protestants dans le district de la Singine, limitrophe de Berne, et dans la ville de Fribourg (no 10). A noter aussi un mémoire captivant d'Aebischer sur l'attitude des catholiques et des protestants devant la prospérité matérielle qui anticipe les fameuses thèses de Max Weber à ce sujet (no 32)[25].

Les préoccupations sociales du clergé n'apparaissent que dans un thème consacré à l'ivrognerie, qui met à mal la prosperité du canton (no 2), alors que le souci politique est présent dans quatre mémoires. On y fait la censure des articles d'un journal libéral (no 1) et l'on analyse les théories politiques de

Tableau: Thèmes des mémoires de l'Association ecclésiastique 1833 - 1839

Bureaux	Chef* 1834	1835 1836	1836 1837	1837 1838	1838 1839
Dogme et Liturgie	1) Ph. Fournier prof. au Collège Examen du Journal du canton de Fribourg (libéral) ***	9) J. Esseiva prof. au Collège Censure dogmatique des articles de Baden ***	17) F.-J. Martin curé Assens Explication et amélioration du catéchisme ***	25) F.-J. Martin Bref catéchisme essentiel (extraits)	33) F.-J. Martin Mémoire catéchétique sur la messe ***
Morale et Pastorale	2) J.-P. Moullet ex-prof., Vic.gen. Ivrognerie et prospérité du canton	10) P. Moullet curé La Roche Etablissement des protestants dans les cantons cath. (réd. part.) ***	18) J.-P. Moullet ex-prof., Vic.gen. Préparation à la prédication rurale	26) J.-P. Moullet Education des enfants et jeunes gens à la pureté	34) E. Marilley dir. au Séminaire Recrutement du clergé séculier (non-rédigé)
Droit et discipline ecclésiastiques	3) P.-J. Aeby curé Fribourg Etude du bréviaire	11) P. Minguely curé Rue Examen des articles de Baden ***	19) P. Minguely Liturgie de la semaine sainte ***	27) P. Minguely Guide d'utilisation du Corpus juris canonici	35) E. Stoecklin coadj. St-Nicolas Liturgie de la messe ***
Sciences	4) B. Peiry curé Le Crêt Examen comparatif des théories politiques ***	12) J.-D. Michel prof. Ch.-St-Denis Conséquence d'un gouvernement unitaire pour la Religion en Suisse	20) J.-D. Michel Ecole moyenne ***	28) J.-D. Michel Plan d'étude en sciences sacrées et profanes, par J. Aebischer ***	36) R. Reynaud curé Cerniat Plan concernant l'emploi du temps, par J. Aebischer ***
Histoire ecclésiastique	5) J. Bourqui prof. au Collège Couvents du canton ***	13) J. Bourqui Examen diplomatique des articles de Baden (impr.) ***	21) J. Bourqui Ordres religieux du canton (suite)	29) J. Bourqui Histoire de la Réforme à Fribourg ***	37) J. Bourqui Catalogue des évêques du diocèse
Rédaction	6) J.-X. Fontana chanc. épiscopal Dictionnaire des expressions vicieuses	14) J.-B.Perroulaz secr. épiscopal Discours contre les articles de Baden (impr.) ***	22) J.-B.Perroulaz Traité de style épistolaire	30) J.-B.Perroulaz Nouvelle formule du prône prévu par les Constitutions synodales	38) J.-B.Perroulaz Plan d'instruction trisannuel
Consultation	7) J. Clerc sup. du Séminaire Gouvernement des paroisses	15) J.-P. Moullet ex-prof., Vic.gen. Bibliothèque du Séminaire	23) Ph. Fournier prof. au Collège Système de défense religieuse en Suisse	31) Ph. Fournier → Ph. Fournier Règlement d'une congrégation mariale	Règlement d'une congrégation mariale
Finances	8) Ph. Chaney curé Estav.-le-Lac Augmentation des bénéfices	16) Ph. Chaney Augmentation des revenus de l'AE, par J. Aebischer ***	24) J. Aebischer curé Neuchâtel Moyens de constituer une rente viagère ***	32) J. Aebischer Catholiques et réformés devant la prospérité matérielle ***	39) J. Aebischer Comparaison sur le mode de rétribution du clergé à FR et GE

* Le chef du Bureau rédigeait en principe le mémoire final selon les données recueillies par ses confrères. Si l'est prouvé que le responsable nominal est le rédacteur du mémoire, son nom est souligné.

*** Mémoires dont un ou plusieurs exemplaires ont été répertoriés (lieu et date dans l'Annexe II de la Thèse).

l'époque (no 4). On montre, plus concrètement, la nocivité pour le clergé de l'Ecole moyenne, érigée par le régime libéral (no 20). Un dernier travail s'inspire des conséquences pour la religion d'un gouvernement unitaire en Suisse (no 12).

A noter que les mémoires à consonnance politico-religieuse sont tous rédigés avant 1837, l'accent, à partir de cette date, étant mis sur l'aspect pastoral. Ce bref survol du contenu des mémoires trace un cadre sommaire de l'activité et des préoccupations de l'AE, que l'examen des Circulaires et des "Résumés" confirme.

La même grille thématique peut être appliquée en effet pour sérier le foisonnement des informations recueillies qui se répartissent assez également entre le domaine ecclésiastique proprement dit, y compris ce qui a trait à l'AE, et ce qui concerne les problèmes politiques, sociaux et culturels auxquels est affronté le clergé.

En ce qui relève du domaine interne, les informations sont aussi variées que nombreuses et, sous le sceau du secret, traitent sans restrictions de tous les problèmes et insuffisances du clergé. Il est vrai qu'une partie des nouvelles ne constitue guère autre chose que des potins de presbytères où l'on rapporte sans ménagement les conduites de confrères voisins non-membres de l'AE. On peut en tirer toutefois une géographie du zèle religieux des pasteurs, mais aussi des communautés, que des approches ultérieures et chiffrées confirmeront[26]. On trouve là un matériau de première main pour étudier la stratégie pastorale et moralisatrice, ainsi que la vision qu'ont les prêtres de leur mission, bref une documentation de type ethnographique qu'il conviendrait d'exploiter systématiquement.

Une semblable démarche conviendrait aussi pour saisir l'image de la société fribourgeoise qui se dégage des réflexions et nouvelles du clergé, sous l'angle lexicographique par exemple.

Une grille d'analyse plus complète est en voie d'élaboration, aussi se contentera-t-on ici, plus simplement, de présenter une brève analyse du contenu politique appréhendé sous un angle chronologique.

Le lancement de l'AE, en octobre 1833 - elle deviendra opératoire au début de 1834 - s'inscrit dans un double contexte de crise politico-religieuse perçue au niveau confédéral et cantonal. Dès février 1834, l'AE concentre son attention sur les Articles de la Conférence de Baden et prend fortement parti contre les prêtres de la tendance de Wessenberg dans les crises qui agitent le clergé de Suisse allemande par exemple. A Fribourg, ce courant est imperceptible[27] mais l'AE ne le stigmatise pas moins, tout en portant l'essentiel de son attention à l'attitude des libéraux tiraillés entre une aile progressiste et un "juste-milieu" à l'approche des élections de 1834[28]. La défense des couvents et des religieux, en particulier des Jésuites, est une pierre de touche et l'AE joue vraisemblablement un rôle lors des élections d'avril 1834 où la fraction modérée l'emporte sur la tendance radicalisante. L'échec devant le législatif, en juin 1834, d'une loi scolaire qui avait quelque velléité laicisante est aussi à mettre à l'actif de l'oppositon du clergé et de l'AE emmenés par le curé Aeby[29].

En 1835 et 1836, la question des Articles de Baden, par le jeu notamment de la solidarité avec le clergé jurassien, devient à son tour une pierre de touche au niveau cantonal permettant de minoriser l'élément libéral de la classe politique. Non seulement le gouvernement est dissuadé par une intervention épiscopale, par un vaste pétitionnement et par une campagne de brochures - oeuvres de l'AE - de s'associer aux Articles de Baden, s'il en avait jamais eu l'intention, mais on l'oblige à s'en distancer et à affirmer sa solidarité avec le Jura, au risque de froisser Berne[30]. L'essentiel de la lutte antilibérale se déroule cependant en politique intérieure sur le thème, toujours délicat pour les rapports entre l'Eglise et l'Etat, de la question scolaire.

En 1835, l'AE ne parvient pas à faire échec à la création d'une Ecole moyenne cantonale destinée à former professionnellement les cadres de l'artisanat, de la classe bourgeoise et de l'administration étatique en expansion. Un conflit de compétence entre l'évêque et le gouvernement, relativement au contrôle des maîtres, aboutit à un boycott de l'école par le clergé. Au sein de l'AE toutefois, le conflit a un retentissement plus profond. Certains ecclésiastiques, comme les ultras, n'hésitent pas à voir dans cette école sinon un premier pas vers la mise à l'écart des Jésuites, du moins une concurrence insoutenable faite au Collège. Le clergé redoute un tarissement du recrutement sacerdotal, mais ce qu'il craint plus encore c'est la création d'une nouvelle élite rurale formée dans un sens libéral qui menacerait son pouvoir social et culturel sur les masses. Le péril est évoqué sans détour[31] par les associés et le contrôle par l'Eglise de l'Ecole moyenne est un leitmotiv et un enjeu lors des élections de 1837.

Lors de cette échéance, la lutte électorale (à deux niveaux) mobilisera toutes les énergies de l'AE et la mesure de l'attention portée aux résultats de ce scrutin est éloquente[32]. C'est la fin du régime libéral et la mise en place du "régime Fournier", franchement conservateur, qui trouvera son achèvement dans l'adhésion au Sonderbund. Dans cette lutte, deux aspects méritent davantage d'attention que les résultats électoraux attendus. C'est d'abord la perception des défis libéraux et le choix des moyens pour contrecarrer la diffusion idéologique du libéralisme.

Une analyse tant soit peu rigoureuse de la philosophie libérale dans ses diverses composantes: sentiment national, rationalisme, individualisme, revendication de liberté, croyance au progrès, n'est que rarement présentée de façon cohérente. Ce qui est perçu, ce sont les incidences de ce courant de pensée, par la médiation du politique, sur le statut de l'Eglise et du clergé. C'est à travers les atteintes portées aux droits et aux privilèges de ce corps que cette philosophie politique est

jugée. Ainsi, on accuse le libéralisme de faire le lit du protestantisme à Fribourg, inversion de l'argument classique des contre-révolutionnaires mais efficace leit-motiv électoral qui repose sur la tolérance accordée aux réformés d'établir en 1836 une école et un temple privés[33], en dépit de la Constitution de 1831[34].

Au développement d'un sentiment national que propage une tendance libérale radicalisante, on oppose la seule force du canton érigé en rempart de la religion. De même, on associe libéralisme et libertinisme pour expliquer une baisse du sens moral constaté par le clergé, ce qui n'est souvent qu'une contestation banale du contrôle moral très lourd exercé par le curé sur ses ouailles. A l'idéal d'une société transformée par le progrès, on oppose un pessimisme qui fonde le respect de la tradition.

On pourrait avancer que le clergé a une perception sociologique du libéralisme. Ce qu'il n'accepte pas, c'est l'émergence d'une élite à conviction libérale qui remette en cause son pouvoir social et culturel - non son pouvoir spirituel - sur les fidèles. Les prêtres s'accommodaient beaucoup mieux de l'aristocratie dévote et conservatrice pour plusieurs raisons, mais en particulier parce que ce rayonnement social et culturel ne leur était pas disputé et qu'une fonction de relais politique de type populiste leur était reconnue en échange d'une légitimation du système. Le "régime Fournier" qui se met progressivement en place après 1837 est exactement ce qui leur convient et c'est vraisemblablement en raison de cette disponibilité et de cette facilité des prêtres à exercer ce rôle de relais populiste que le conservatisme fribourgeois d'après 1837 ne favorise pas un élargissement des droits démocratiques, comme on le réalise dans la nouvelle Constitution de Lucerne en 1841[35].

Cette perception des libéraux comme rivaux - on surveille et on rapporte avec soin les attitudes et les paroles de certains

notables: syndics, préfets, régents, employés publics, hommes de loi - débouche sur l'utilisation par les prêtres de l'AE de moyens d'action très proches des nouveaux outils politiques employés précisément par la classe dirigeante libérale. Le recours à l'associationnisme secret[36], par exemple, pour rendre plus efficace le corps ecclésiastique pourtant bien structuré; ou le souci de l'information et de sa circulation; le recours aux brochures, à défaut d'une presse religieuse dont la création est souvent envisagée par la "Petite Eglise"; ou encore la pétitionnement, utilisé pour sensibiliser et mobiliser les populations et enfin la maîtrise du jeu électoral. La parenté des moyens ne se borne pas au domaine politique d'ailleurs. Si le souci de contrôler l'école et les instituteurs est également partagé par les conservateurs, l'intérêt de la classe politique libérale pour la science et pour une élévation du niveau intellectuel de ses membres est aussi un postulat que ce clergé développe pour son propre compte selon une orientation religieuse évidemment.

Cette convergence dans les moyens, qui est souvent sensible à l'historien, peut encore se lire à un niveau plus immédiat qui explique la crise dans laquelle sombre l'AE et d'où surgit une troisième "Petite Eglise". Une fois atteint son but politique, avec la victoire conservatrice de 1837, l'AE entre en crise. Une partie des associés se montrent moins actifs et acceptent mal une nouvelle direction qui cherche avant tout à résoudre certains problèmes internes au clergé. La mise en cause des Jésuites et de l'administration épiscopale venant de la part des responsables du séminaire, inquiets devant le fléchissement du recrutement et critiques à propos du type de formation théologique dispensé par les Pères, provoque des échanges assez vifs entre confrères. Très rapidement, on fait le reproche à ces prêtres de s'allier[37] avec les libéraux et les radicaux.

Aussi l'évêque P.-T. Yenni, très dévoué à la Compagnie, décide en août 1839 de dissoudre l'AE[38]. Sa décision s'explique en outre par l'irritation d'ecclésiastiques non-membres

qu'indisposaient le caractère occulte de la "Petite Eglise", son côté secte et sa prétention à régenter la conduite du clergé[39].

Sous l'égide d'Aebischer, la vingtaine de prêtres qui avaient manifesté une certaine indépendance à l'égard des Pères, constituèrent une troisième version de la "Petite Eglise", intitulée "Correspondance littéraire" qui exista, de façon moins occulte, de 1840 à 1844. Son activité consista dans la confection et l'échange interne de cahiers réguliers intitulés Mélanges littéraires[40]. Chaque membre devait y insérer des études et fournir régulièrement un état de ses lectures. Il s'agissait toujours de répondre au défi des hommes du siècle par l'élévation du niveau intellectuel des prêtres[41]. A ce propos encore, on ne put s'empêcher d'évoquer la réorganisation du séminaire[42] et la place du clergé face aux Jésuites dont l'esprit de corps agaçait, tout en suscitant de l'envie. Ces discussions, où ne perçait pas la moindre idée libérale mais peut-être un certain sentiment de la nationalité, irritèrent et provoquèrent la disparition définitive de la "Petite Eglise" en un moment où la question des Jésuites embrasait les passions politiques de la Suisse entière.

Ce bref sondage d'une documentation significative du point de vue de l'histoire ecclésiastique montre que l'approche très classique de l'affrontement politico-religieux, qui traverse le XIXe siècle, peut présenter un intérêt renouvelé si l'on prend en compte une perspective plus sociologique des enjeux et des acteurs.

Tout un pan de l'histoire des mentalités pourrait être également dévoilé si l'on réexamine sous un jour nouveau les fonctions religieuses, mais aussi sociales des clercs. L'ajustement de la pastorale, par exemple, à une société dont les acteurs perçoivent nettement les changements, les modalités de l'emprise moralisatrice des prêtres et les résistances qu'ils rencontrent ou encore le statut du clergé dans la communauté

rurale sous l'angle relationnel ou matériel avec l'ébranlement du système bénéficial dû à la liquidation des droits féodaux.

Les défis du libéralisme et plus largement de la modernité ne sont pas éludés par le clergé qui, tout en refusant nettement les idéaux de liberté individuelle et de progrès, n'hésite pas à utiliser de nouveaux moyens d'intervention politiques, sociaux et culturels pour conserver, ou reconquérir, ses positions. L'emprise des prêtres ira même se renforçcant à Fribourg après le choc du régime radical où l'on crut trop facilement pouvoir dissocier le clergé des populations.

L'attachement des populations rurales à leur religion et leur docilité relative, souvent invoqués pour expliquer le pouvoir et le rayonnement des prêtres, trouvent sans doute une part d'explication dans cette capacité ecclésiastique à relever les défis lancés par l'esprit ou l'adversaire de l'époque.

Notes

1. Jean-Denis Murith, Un groupe international d'Ultras sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, dans Annales fribourgeoises 41, 1953, 89-121. Voir aussi Benoît Girard, Un journal légitimiste à Fribourg sous la Régénération: Le Véridique, dans Annales fribourgeoises 53, 1975/76, 5-76. On peut se reporter aussi à André Maillard, Les idées politiques et sociales dans les cantons de Genève, Vaud et Fribourg aux époques de la Restauration et de la Régénération (1814-1848), Thèse Lettres, Fribourg 1955 (Dactyl.).
2. Kathleen Ashe, The Jesuit Academy (Pensionnat) of St-Michel in Fribourg 1827-1847, Fribourg 1970. Et surtout Ferdinand Strobel, Die Jesuiten und die Schweiz im 19. Jahrhundert, Olten 1954. Voir aussi Helvetia sacra VII, Die Gesellschaft Jesu in der Schweiz. Die Somasker in der Schweiz, Bern 1976.

3. Voir le chapitre 2 de notre étude, Mgr Etienne Marilley et son clergé à Fribourg au temps du Sonderbund. De la défense religieuse à l'intervention politique, Thèse Lettres, Fribourg 1982 (Sous presse).
4. Sur les Liguoriens ou Rédemptoristes, voir Thomas Landtwing, Die Redemptoristen in Freiburg in der Schweiz 1811-1847, Freiburg 1954.
5. Henri Marmier, Le Séminaire de Fribourg, Fribourg 1939.
6. De 1811 à 1845, les maisons religieuses établies dans le canton recrutent quelque 97 religieux-prêtres, soit environ la moitié du nombre des ordinands séculiers (210), ce qui donne un taux de 13 religieux pour 10'000 habitants. Plus d'un tiers des vocations religieuses se compte chez les Jésuites (29) et chez les Liguoriens (8).
7. En 1801 et 1802 par exemple et aussi en 1807.
8. Henri Marmier, La "Petite Eglise" du diocèse de Lausanne et Genève, 1810-1844, Fribourg 1941, 8.
9. Ibidem, 12 et fonds "Correspondance ecclésiastique" au Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, cote LA 17 (plusieurs liasses).
10. Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, Cabinet des manuscrits, Papiers J.-J. Dey. Cote LD 15, 9.3, Cahier de notes de 1857, 14.
11. Hans Wicki, P. Girard und die Freiburger Bischofswahl von 1814/15. Ein Beitrag zur Frage nach Girards Weltanschauung, dans Mélanges Père Girard Gedenkschrift, Fribourg 1953, 22-135, notamment 31-34.
12. Hugo Vonlanthen, Bischof Pierre-Tobie Yenni und die Diözese Lausanne 1815-1830. Ein Beitrag zur Geschichte der Restauration in der Schweiz, Freiburg 1967, notamment 33-51.
13. Candido Bona, Le "Amicizie", Torino 1962. Voir aussi Jacques Godechot, Quel a été le rôle des Aa pendant l'époque révolutionnaire, dans Regards sur l'époque révolutionnaire, Toulouse 1980, 85-94.
14. Voir à ce propos Benoît Clerc, Contribution à l'histoire des Constitutions Synodales de l'actuel diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, Fribourg 1975.

15. Marmier, voir note 8, 14-15.
16. Le chanoine Marmier n'a pas eu connaissance d'un important recueil contenant la plus grande partie des pièces échangées entre les associés, recueil déposé aux Archives de l'Evêché de Fribourg après la parution de son étude. Il s'agit de documents de l'Association ecclésiastique ayant appartenu au curé Pittet de Montet. On y a dénombré, outre certaines pièces isolées, une série presque complète des "Circulaires" et des "Résumés", soit quelque 378 p. (pagination provisoire).
17. Ibidem, 6 (pagination provisoire).
18. Archives de l'Etat de Fribourg, Fonds famille Aeby. Lettre-circulaire du curé P.-J. Aeby au nom de la commission de la nouvelle Association catholique, du 20 avril 1833. Voir aussi, Archives de l'Etat de Fribourg, Fonds C.-L. de Haller, correspondance. Lettre de P.-J. Aeby du 23 mai 1833.
19. Des extraits en sont donnés par Marmier, voir note 8, 24. Ces Règlements organiques devraient se trouver, selon cet auteur, aux Archives du Grand Séminaire de Fribourg.
20. Aebischer accorde surtout une grande attention aux dissensions du clergé lucernois et stigmatise les 48 prêtres qui ont soutenu publiquement le régime libéral dans ses mesures contre l'Association catholique.
21. La liste des membres de 1838 est fournie par Marmier, voir note 8, 20-21.
22. Les indications archivistiques se trouvent dans l'annexe II de mon travail, voir note 3.
23. Un thème reste difficile à classer: Le catalogue des évêques du diocèse (no 37) qui ne nous est pas parvenu.
24. Jean-Daniel Dessonnaz, Le canton de Fribourg et les articles de la Conférence de Baden (1834-1837). Un aspect du conflit politico-religieux de la première moitié du XIXe siècle, Mémoire de licence, Fribourg 1983.
25. Voir l'analyse qu'a faite G. Andrey de ce document, transmis par mes soins, dans la Nouvelle histoire de la Suisse 2, Lausanne 1983, 175-176.
26. Voir à ce propos les données chiffrées et les cartes parues

dans notre travail, Le clergé et le pouvoir politique à Fribourg sous le régime libéral-conservateur 1856-1881, Mémoire de licence, Fribourg 1974.

27. On relève cependant plusieurs attaques contre le P. Girard et ses émules laiques. On stigmatise aussi l'attitude de certains chanoines jugés joséphistes.
28. André Pillonel, Le régime fribourgeois de "juste-milieu" et les affaires de Neuchâtel et de Schwyz (1830-1834), Mémoire de licence, Fribourg 1980.
29. Sur le conflit, voir Louis Sudan, L'Ecole fribourgeoise sous le régime libéral de 1831, dans Annales fribourgeoises 29, 1931, 39-72. La question a été réexaminée de façon systématique par François Genoud, L'école fribourgeoise à l'époque de la Régénération, 1830-1847, Mémoire de licence, Fribourg 1983.
30. Dessonnaz, voir note 24, 68-117.
31. En particulier dans le mémoire intitulé: "Quels sont les avantages et les inconvénients de l'école moyenne cantonale de Fribourg, telle qu'elle vient d'être créée avec son règlement actuel, sous le triple rapport de l'instruction civile, de la religion et de la morale". [1837], 22 p., Bibliothèque du Grand Séminaire, Fribourg, Fonds AE.
32. Archives de l'Evêché, Fribourg, Association ecclésiastique. Le "Résumé" du 16 avril 1837 (pagination provisoire 330) constitue un commentaire électoral très pertinent. Un tableau des députés, divisé en trois catégories, a été dressé: "Bon/mauvais/douteux". Sur ce tournant de la vie politique, voir Roland Ruffieux, Le retour en force des conservateurs (1837-1844), dans Histoire du canton de Fribourg 2, Fribourg 1981, 819-824.
33. Sur l'implantation réformée voir Albert Baehler, Die Gründung der evangelisch-reformierten Gemeinde, Kirche und Schule zu Freiburg in der Schweiz, Bern 1838. Gottlieb-Friedrich Ochsenbein, Die protstantische Einwanderung in den Kanton Freiburg. Zur Feier des 25jährigen Bestandes der evangelischen Gemeinde zu Freiburg, Bern-Solothurn 1861. Eduard Hertig, Gedenkschrift zum 100jährigen Bestehen der refor-

mierten Pfarreien und der freien öffentlichen Schulen der Stadt Freiburg. 1836-1936, Freiburg 1936.

34. Augustin Macheret et Jacques Ducarroz, L'Eglise et L'Etat dans le canton de Fribourg. Historique - Situation actuelle - Projets de révision constitutionnelle et législative, Rapport, Fribourg 1980, 10-12.
35. Sur les fondements religieux de cet élargissement démocratique voir Carlo Moos, Religion und Politik im Sonderbundischen Luzern, dans Revue suisse d'histoire 20, 1970, 23-48.
36. Andrey, voir note 25, 241-242.
37. L'abbé Etienne Marilley, alors directeur au séminaire fut compromis dans cette affaire et dut se justifier d'une accusation d'anti-jésuitisme lors de son accession à l'épiscopat en 1845/46. C'est de là et de son enseignement à l'Ecole moyenne - demandé par Mgr Yenni - qu'il acquit la réputation d'un ecclésiastique modéré ou libéral, ce qui provoqua bien des désillusions et du dépit chez les libéraux et radicaux au moment du Sonderbund.
38. Marmier, voir note 8, 28.
39. Il est souvent fait allusion dans les "Résumés", à la difficulté de maintenir le secret et aux réactions hostiles de prêtres non-membres. Les adversaires libéraux et radicaux eurent ainsi vent de cette société occulte. Des documents de l'Association ecclésiastique de 1838 et 1839 tombèrent en mains hostiles et furent publiés dans une brochure parue à la Chaux-de-Fonds, chez l'imprimeur A. Convert en 1851: [Marin Laracine,] Esprit du clergé catholique romain de la Suisse française au point de vue politique et religieux, d'après des documents authentiques. 122 p. + annexe. Seules les 48 premières pages concernaient l'Association ecclésiastique dont le code secret d'écriture était livré en annexe. Le reste reproduisait des documents de la Correspondance littéraire, expliquée plus loin.
40. Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, Cabinet des manuscrits, cote L 1106, 4 volumes reliés de 21 x 28 cm comprenant 278, 346, 290 et 173 p.
41. On a tenté d'évaluer la culture des prêtres à partir des

renseignements fournis par ces Mélanges littéraires. Voir la culture intellectuelle du clergé fribourgeois à la veille du Sonderbund. Une approche bibliographique, dans Revue suisse d'histoire 32, 1972, 513-544.

42. En 1842, les responsables du séminaire remirent à l'évêque un rapport intitulé: Coup d'oeil sur le Séminaire à la fin de l'année scolaire 1841-42 (Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, cote Grem. Broch. 153, 25), demandant des améliorations et offrant leur démission si une réorganisation n'intervenait pas. Le vieil évêque Yenni accepta les démissions des auteurs qui réagirent en diffusant leur rapport. Les Jésuites se justifièrent en publiant à leur tour un Eclaircissement sur le Mémoire intitulé: Coup d'oeil sur le Séminaire (Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, Cabinet des manuscrits, L 1192). L'expression de cette rivalité entre séculiers et réguliers disparut avec le conflit suscité par le rappel des Jésuites à Lucerne qui ressouda le front clérical.